Etude ou Evaluation réalisée avec l'appui du F3E (ref.121/Ep) pour :

F3E

Fonds pour
la promotion des
études préalables
études transversales
évaluations

2, COURS FOCH – 13400 AUBAGNE
TEL :04 42 18 55 88-FAX : 04 42 03 01 56
E-MAIL : GERES@FREE.FR
SITE WEB : HTTP://GERES.FREE.FR/

ÉTUDE PRÉALABLE

AU PROGRAMME D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RURAL DES ZONES DE MONTAGNE

DU KUMAON ET DU SIKKIM - INDE

Rapport d'étude présenté au F3E

32, rue Le Peletier
75009 Paris

T. 33 (0)1 44 83 03 55

F. 33 (0)1 44 83 03 25
f3e@f3e.asso.fr
www.f3e.asso.fr

Février 2003

Fabrice THUILLIER
Ingénieur projet
Réf : RFT787.ESK.DAE rev 1

RESUME

Cette étude proposée par GERES visait à analyser la pertinence technico-économique d'une série d'activités productives liées à la valorisation des ressources locales en Himalaya indien et construire un programme d'appui permettant la génération de revenus.

Les 2 régions concernées sont le Sikkim, état d'Inde du Nord et le Kumaon, région de l'Uttaranchal parce qu'elles s'inscrivent dans le programme d'électrification décentralisé de ASVIN/SWRC, partenaires de l'étude pour lequel la pérennisation du système passe par la facturation de services à l'usager.

Les activités choisies ont été proposées par les villageois impliqués dans le programme ASVIN/SWRC.

Le premier élément marquant dans le déroulement de l'étude a été le travail important d'adaptation de la démarche d'investigation vers une logique participative plus forte que prévu afin de tenir compte des capacités des partenaires indiens, de l'enclavement des zones et du caractère novateur d'une étude préalable pour des villageois, peu rôdés à cette pratique.

La conclusion générale de l'étude est valable pour les deux zones.

Elle met en avant l'absence notoire de mécanismes locaux de financement des initiatives économiques, qui maintient les populations dans la logique d'autoproduction de subsistance. La présence d'organismes d'appui qui peut favoriser l'innovation et l'entrepreunariat se heurte aussi à cette contrainte et si certains comme AVANI s'engagent dans la micro-finance, cette fonction ne s'improvise pas et doit être menée de manière indépendante.

En terme de résultats, il convient de distinguer les 2 zones :

♦ Au Kumaon

- La production maraîchère et la transformation de la laine sont les deux activités pour lesquelles l'étude a pu vérifier l'intérêt économique à partir des actions en cours menées par les partenaires locaux. La motivation des populations et les perspectives de marché ont conduit ces derniers à proposer un plan d'actions tenant compte des forces et faiblesses étudiées dans le cadre de cette étude.
- Pour la conservation post récolte, la politique étatique est en aucun cas incitative et pour les autres activités, les contraintes identifiées portent surtout sur la faible capacité locale d'entreprises (promoteurs, investisseurs, financiers)

♦ Au Sikkim

- La région étudiée, le Dzongu, est l'une des plus enclavée de la région.
  La seule activité de rente porte sur la cardamome, qui aujourd'hui connaît une crise forte (maladie parasitaire). Aussi, la mise en place d'alternatives à travers diverses activités économiques se trouve confrontée à plusieurs contraintes selon le type d'activités :

  - trop de difficultés techniques dans le cas de la production avicole
  - absence de capitaux et de financements locaux pour lancer des activités innovantes comme les bâtons d'encens
  - marchés trop limités (taille, valeur ajoutée) pour d'autres comme les produits artisanaux ou les produits maraîchers.

- Néanmoins, il ressort dans ce contexte une volonté de la population locale de s'ouvrir vers l'extérieur pour sortir de cette situation de précarité socio-économique. Cette volonté s'est traduite par l'ambition de la communauté du Dzongu d'ouvrir la région au tourisme, jusqu'alors interdit. L'étude a permis de mettre en place un dispositif de concertation communautaire à travers un « working group », composé de représentants villageois de chaque commune de la zone et d'entamer l'étude de faisabilité d'un premier plan d'actions (logements, services, produits).

A l'issue de cette étude, le GERES poursuit son appui au projet écotouristique du Dzongu, en accompagnant le processus de développement local.

SOMMAIRE

I - CADRE DE L'ETUDE 4

I-1 Préambule 4
I-2 Rappel des termes de référence de l'étude 4

II - DEROULEMENTDE L'ETUDE 5

II-1 Chronogramme effectif de l'étude 5
II-2 Démarche d'investigation et méthodologie 6
II-3 Outils méthodologique du diagnostic initial 7

III - PREMIERS RESULTATS ET ORIENTATIONS 7

III-1 L'atelier de concertation : un révélateur 7
III-2 Lancement du diagnostic post atelier 7

IV - SYNTHESE DES ETUDES SOCIO-ECONOMIQUES PAR ACTIVITES AU SIKKIM 8

IV-1 Cultures sous serres [annexe 6.1] 8
IV-2 Poulaillers [annexe 6.2] 9
IV-3 Produits non ligneux issus de la forêt : plantes médicinales et bâtons d'encens [annexe 6.3] 9
IV-4 L'artisanat local : papier et encre [annexe 6.4] 10
IV-5 Une activité transversale émergente : l'écotourisme [annexe 6.5] 10
IV-6 Conclusion du travail de diagnostic 11

V - SYNTHESE DES ETUDES SOCIO-ECONOMIQUES PAR ACTIVITES AU KUMAON 12

V-1 Production maraîchère [annexe 7.1] 12
V-2 Conservation post récolte [annexe 7.2] 13
V-3 Produits agro-forestiers non ligneux, plantes aromatiques [annexe 7.3] 13
V-4 Transformation de la laine [annexe 7.4] 14
V-5 Valorisation des sous produits forestiers : la filière briquettes combustibles 14
V-6 Conclusion du travail de diagnostic 14

VI - FORMALISATION D'UN PROJET D'OUVERTURE AU TOURISME DANS LE DZONGU [SIKKIM] 15

VI-1 L'émergence d'un "Working Group" au Dzongu 16
VI-2 Synthèse des travaux préalables sur l'écotourisme et perspectives 16
VI-3 Cadrage de la poursuite du projet 17
VI-4 Montage du projet et recherche de financement [annexe 8.6] 17

VII - LES PARTENAIRES DE L'ETUDE

LISTE DES ANNEXES……..19

I - CADRE DE L'ETUDE

I-1 Préambule

GERES et ASVIN, ONG françaises partenaires de l'étude, travaillent depuis plusieurs années en zone himalayenne indienne sur le thème du développement des activités économiques et de l'accès à l'énergie. Dans le prolongement d'un programme piloté par ASVIN d'électrification décentralisée par énergie solaire dans plusieurs régions d'Inde du Nord, l'initiation ou le renforcement d'activités génératrices de revenus est apparu comme une demande locale pour pérenniser ce nouveau service d'éclairage domestique notamment dans les zones de montagne du Sikkim et du Kumaon. La mise en œuvre d'un programme d'appui au développement économique rural dans ces 2 régions nécessite un travail préalable, objet de la présente étude.

En octobre 2000, une demande de co-financement d'une étude préalable a été déposée au F3E et acceptée lors du comité de décision du 20 décembre.

I-2 Rappel des termes de référence de l'étude

Pour résumer les TdR, repris en annexe 1, il convient de retenir les éléments suivants.

Une liste préalable d'activités a été établie localement par les partenaires et personnes ressources locales :

ACTIVITES	SIKKIM	KUMAON
1. Transformation de la laine		X
2. Cultures sous serres	X	X
3. Services d'accueil touristique		X
4. Conservation post-récolte	X	
5. Valorisation de produits et sous produits forestiers	X	X
6. Aviculture	X	

Parmi celles citées, Geres a proposé d'étudier plus spécifiquement les activités 2, 4, 5, 6 c'est à dire valider la pertinence technico-économique du développement de ces activités.

Parallèlement, l'étude doit permettre de définir un dispositif d'accompagnement au développement des activités retenues dans le cadre d'un programme d'appui.

La réalisation de cette étude s'appuie sur :

- un copilotage Geres / ASVIN sur les aspects méthodologiques en base arrière avec 3 missions courtes prévues,
- une coordination locale par le représentant d'ASVIN en Inde,
- une équipe locale de SWRC dans chacune des zones pour la collecte des données et la mobilisation villageoise,
- un appui ponctuel d'experts indiens sur les aspects techniques.

II - DEROULEMENTDE L'ETUDE

II-1 Chronogramme effectif de l'étude

	SIKKIM	KUMAON
Février 2001	▪ Préparation et présentation de l'étude aux acteurs	
Mars	▪ Réunion GERES / ASVIN / coordinateur en Inde pour le démarrage de l'étude	
Avril	▪ Explication de la démarche d'étude aux partenaires indiens ▪ Informations villageoises ▪ Elaboration des canevas d'analyse / activités	
Mai	▪ Mission de terrain du coordinateur et de SWRC dans les zones respectives : lancement de la démarche participative de diagnostic	
Juin	▪ Discussions au sein des villages sur les activités identifiées	▪ Visite de villageois dans une autre région de l'est himalayen ▪ Préparation d'un atelier de concertation
Juillet	▪ Visite de villageois du nord Sikkim, à l'est Sikkim et au nord Bengale ▪ Participation à l'atelier du Kumaon	▪ Réalisation de l'atelier de concertation, ▪ Mission Geres de participation, debriefing et suivi
Août	▪ Réalisation de l'atelier de concertation	
Septembre Octobre Novembre	▪ Collecte locale des données par activité, ▪ Exploitation des résultats au Geres, ▪ Orientations pour la poursuite de l'étude	
Décembre	▪ Investigation sur le thème "éco-tourisme" ▪ Création d'un working group du Dzongu	▪ Compléments d'information sur les activités agro-économiques
Janvier 2002	▪ Préparation d'une mission Geres au Sikkim sur le thème "éco-tourisme" ▪ Démarrage de la mission	▪ Préparation du rapport d'étude par activité
Février	▪ Poursuite de la mission	▪ Elaboration du rapport d'étude
Mars	▪ Recadrage du projet d'appui à partir des résultats de la mission	▪ Amendement Geres au rapport d'étude
Mai-juin	▪ Complément d'information	
Juillet	▪ Rédaction du rapport final au F3E	

II-2 Démarche d'investigation et méthodologie

Les termes du document de projet étant très généraux sur ce point, il convient de le préciser étant donné :

- L'étendue des territoires,
- Les difficultés de communications et de circulation,
- La durée assez courte de l'étude
- Le champ des activités.

La réponse dépend avant tout de la méthodologie envisagée. Il existe deux tendances plutôt opposées :

- La méthode « externe » : l'étude repose sur des intervenants extérieurs qui mènent un travail d'enquête impliquant peu (et ponctuellement) les populations, permettant d'avoir une vision globale mais superficielle (nombreux sites visités).

- La méthode « participative » : l'étude est conçue comme un moyen de faire émerger des dynamiques locales où les populations cibles s'impliquent dans le diagnostic. Le nombre de sites concernés étant alors limité et le travail est « continu ».

Pour l'étude qui nous concerne, la démarche participative a été adoptée à la réunion de mars 2001, car elle correspond à la logique de développement du Geres (approche qualitative et partenariale), au contexte (moyens mobilisables, temps) de l'étude.

La démarche « participative » n'écarte pas un travail de diagnostic externe. Dans l'approche, elle commence par mettre le public cible dans une logique d'acteurs à travers un cadre plutôt formel : réunions - concertations / atelier - débat.

❑ *Mise en œuvre de la démarche participative*

L'objectif de cette démarche vise à identifier et à accompagner des groupes d'acteurs qui sur les thématiques d'études sont porteurs d'une dynamique et représentatifs des populations concernées afin qu'ils internalisent le travail de diagnostic et deviennent dans l'exécution du projet les 1er bénéficiaires : acteurs de leur développement.

Les groupes d'acteurs des communes devront se prononcer sur les priorités de développement dans leur zone (en retenant 2 à 3 activités maxi) et présenter des groupes de travail, qui seront invités à l'atelier débat et seront les interlocuteurs dans la suite de l'étude.

❑ *Méthode mise en œuvre*

a) Lister dans chaque zone les communes (ou groupements de communes) potentiellement concernées par l'étude toutes activités confondues (≈ 50),
b) Pour chacune des thématiques d'études, regrouper les communes qui peuvent être intéressées et établir une cartographie en précisant si l'activité est existante ou non,
c) A ce stade, GERES/ASVIN définissent un lot de « communes cibles » selon des critères à préciser qui seront sollicités,
d) Informer chaque « commune cible » du cadre de l'étude (objectifs, démarche), des thématiques sur lesquelles elles sont interpellées et des modalités de participation à l'étude,
e) Organiser un atelier / province qui soit une étape clé du processus,
f) Programmer les diagnostics à partir des résultats des ateliers.

II-3 Outils méthodologique du diagnostic initial

Pour être en phase avec la démarche choisie, il a fallu commencer par un travail de sensibilisation des zones cibles afin de partager avec les acteurs locaux les objectifs et la méthodologie employée.

Cette étape a donné lieu à une note d'introduction [annexe 2.1] et une tournée dans chacune des zones [annexes 2.2 et 2.3].

Sur le plan des activités pré-identifiées, pour chacune d'elles, une fiche technique a été élaborée par Geres et Asvin.

La fiche a pour objectif de présenter aux partenaires locaux, les questions auxquelles ils doivent apporter des réponses à travers une concertation villageoise. Il s'agit d'éléments de pré-diagnostic à la portée des équipes locales.

En annexe 3, on retrouve le détail des fiches par activités (vers. anglaise)

3.1 : culture sous serres,
3.2 : conservation post-récolte,
3.3 : fabrication de briquettes,
3.4 : papier et encre,
3.5 : poulaillers.

III - PREMIERS RESULTATS ET ORIENTATIONS

III-1 L'atelier de concertation : un révélateur

La démarche participative adoptée implique, un processus évolutif dans la conduite de l'étude. L'atelier de concertation prévu en fin d'étude a donc été avancé pour en faire un outil de programmation au cours de celle-ci. Il est important que cet événement soit analysé pour chacune des régions.

- *Au Kumaon* : 7 villages ont été associés à l'atelier soit 92 personnes. Pour chaque village, un représentant a pris la parole pour exposer le contexte économique de son village et les perspectives en matière de développement d'activités à travers des questions de l'équipe locale organisatrice. En annexe [4.1] se trouvent les actes de l'atelier. Ils montrent la prise de parole des villageois et l'élargissement du débat au développement local, au delà des activités pressenties.

- *Au Sikkim* : l'atelier a mobilisé moins de personnes qu'au Kumaon : 40 villageois sur 8 villages du Nord et 4 dans la zone du Sud. Néanmoins, il ressort le même constat : devant l'opportunité d'une prise de parole au sujet du développement économique local, de nombreuses activités nouvelles aient été citées. Le compte rendu de l'équipe locale montre bien le processus qui a été instauré et les activités qui ont été abordées [annexe 4.2].

III-2 Lancement du diagnostic post atelier

Sur la base des résultats des 2 ateliers, il a fallu pour l'équipe d'études retravailler la collecte d'informations pour intégrer les activités apparues lors des discussions.

L'annexe [5] détaille pour chaque zone le type d'information à collecter et la poursuite de démarche.

IV - SYNTHESE DES ETUDES SOCIO-ECONOMIQUES PAR ACTIVITES AU SIKKIM

L'atelier qui s'est tenu au Sikkim a fait ressortir qu'au-delà des activités pré identifiées, la population des villages concernés souhaitait faire valoir ces préoccupations du moment : déclin de l'activité « cardamome » principale culture de rente, dû à des problèmes phytosanitaires et par ailleurs exprimer de nouvelles aspirations comme l'ouverture de la zone au tourisme.

Dès lors, l'équipe d'études s'est attachée à sélectionner les activités qui justifiaient un travail de diagnostic.

Pour chacune des activités diagnostiquées, les résultas sont présentés en annexe dans leur version intégrale en anglais. Ci dessous on retrouve une synthèse en français des principaux éléments à retenir.

IV-1 Cultures sous serres [annexe 6.1]

L'ensemble des villages concernés par cette activité se situe à des altitudes inférieures à 2 500 m. La climatologie de ces zones est caractérisée par la mousson (de juin à août) et une certaine clémence le reste de l'année.

L'utilisation de serres dans la logique d'autres régions d'Himalaya (Ladakh) ne se justifie pas.

La région du Nord Sikkim est néanmoins largement déficitaire en produits maraîchers. L'introduction de serres agricoles pourrait jouer un rôle dans l'amélioration de cette situation, sur 2 points :

- protection des cultures en période de mousson,
- outils de production de semis voire de semences.

En effet, les 2 principales contraintes dans la production maraîchère se situent à ce niveau.

IV-2 Poulaillers [annexe 6.2]

Comme dans le cas de la production maraîchère, la production d'œufs frais au Sikkim et en particulier au Nord est assez nettement inférieure à la moyenne indienne (20 œufs / an / habitant contre 36).

Plusieurs explications sont mises en avant :

- l'offre locale en poule de race pondeuse est limitée,
- l'approvisionnement en nourriture propre à l'élevage est difficile,
- les maladies sont peu connues et les services et produits vétérinaires non disponibles.

Aujourd'hui les risques propre à cette activité sont nombreux.

IV-3 Produits non ligneux issus de la forêt : plantes médicinales et bâtons d'encens [annexe 6.3]

Au Sikkim, 44% de la surface du territoire est couverte par la forêt. De nombreuses communautés vivent en bordure, aujourd'hui la situation est critique : devant la pression démographique et l'exploitation incontrôlée des ressources forestières, l'état a pris des mesures drastiques pour éviter les effets dévastateurs. Dans toute une partie de l'état, il a crée une réserve de biosphère où toute exploitation des ressources naturelles est interdite avec autour des zones tampons où la réglementation est très contraignante.

Cette volonté politique s'est faite sans concertation avec les populations concernées qui aujourd'hui subissent les effets de ces restrictions dans une situation de précarité économique.

Sous la pression des communautés locales, la réflexion sur un cadre légal permettant une co-gestion (Etat / localités) de la préservation voire de l'utilisation des ressources naturelles est en cours avec la création d'E.D.C.(Eco Development Committee) ou J.F.M. (Join Forest Management) selon les zones.

Concernant les plantes médicinales, la collecte en zone protégée est devenue impossible, or la pharmacopée locale est très importante dans le système de santé local (Amchi) et les adeptes de la médicine Ayur védique dépassent largement les frontières du Sikkim. L'alternative de la mise en culture est déjà envisagée dans plusieurs communes de l'étude (Leh, Salim,…). Compte tenu de la valeur marchande de certaines plantes sur les marchés de Gangtok ou Siligim, la demande locale est très forte face à l'offre actuelle. Par ailleurs, il existe un savoir-faire local sur la culture des plantes médicinales.

Sur ces bases, l'activité de culture des plantes semble faisable. Il reste, néanmoins, deux incertitudes à lever par les promoteurs de cette activité :

- l'accord préalable des autorités,
- l'adhésion en aval de la filière des acteurs de la commercialisation et la clientèle pour ces nouvelles origines.

Sur le premier point, dans la région du Dzongu (Nord Sikkim) où se trouve la demande pour lancer cette activité, le processus est engagé et en bonne voie.

Sur le second point, l'hypothèse reste à valider et au-delà de l'intérêt de principe, il faut être en mesure de présenter des échantillons.

Concernant les bâtons d'encens, leur utilisation est répandue partout en Inde mais au Sikkim il n'existe pas d'unité de fabrication. Pourtant la matière première(poudre de bois et huile essentielle) est abondante (jusqu'à 30 tonnes / an dans l'extrême Nord du Sikkim) et de bonne qualité. Seulement, elle est expédiée dans d'autres états indiens (notamment West Bengal) où se trouvent des usines de fabrication. Le processus ne requiert pas d'équipements sophistiqués mais de beaucoup de main d'œuvre.

Aujourd'hui la production de bâton d'encens est dominée par des produits de moindre qualité (parfums artificiels). Or, la faisabilité technico-économique [annexe 6.3.1.] montre que l'activité peut être profitable à un niveau de production de 80 000 bâtons / mois.

Il reste que même si le capital de départ n'est que d'environ 450 000 Rs* , la capacité entreprenariale locale est faible et l'activité à forte intensité de main d'œuvre.

IV-4 L'artisanat local : papier et encre [annexe 6.4]

Les villages de l'étude situés au Nord Sikkim (Dzongu) se caractérisent par une forte identité culturelle Lepcha.

Il existe dans cette zone un savoir faire ancestral concernant la fabrication du papier et de l'encre comme à Sakyong. La production servait essentiellement à approvisionner les monastères au Tibet. Depuis la guerre indo-chinoise de 1962, la fermeture de la frontière a entraîné la chute de cette activité faute d'un marché autre suffisant. Par ailleurs, au Népal cette activité est toujours importante dans les zones rurales pour leurs marchés locaux (notamment touristiques) et constitue une source de revenus pour les populations.

Les communautés de Dzongu souhaitent valoriser ce savoir-faire, mais pour cela, il faut une ouverture de leur zone sur l'extérieur car la demande en papier "fait main" de bonne qualité est réelle.

Cette dynamique villageoise, relayée par les ONG de l'étude, a été portée jusqu'aux autorités de l'état du Sikkim, à travers un projet de développement d'écotourisme au Dzongu qui émerge du travail d'étude mené.

A travers les activités diagnostiquées jusque là, il ressort à plusieurs reprises que la valorisation économique des produits locaux passe par une ouverture de la zone, le Dzongu au tourisme, considéré comme un débouché potentiel et surtout un moyen de créer de nouvelles activités économiques.
C'est pourquoi l'équipe projet a décidé d'aborder le sujet dans le cadre de cette étude.

IV-5 Une activité transversale émergente : l'écotourisme [annexe 6.5]

L'approche de la question « touristique » au Sikkim n'était pas initialement prévue dans le cadre des activités pré-identifiés. Ce sujet ne concernait que le Kumaon autour des services d'accueil aux Touristes. (ecolodges…)

Pourtant, lors de l'atelier de concertation [annexe 4.2], cette question est apparue comme une préoccupation de la population du Dzongu. Pour comprendre cette situation, il faut savoir que :

- Ce territoire ne connaît pas le tourisme puisque son accès est réglementé, alors que le reste du territoire est ouvert.

- Face à la baisse du niveau de vie dans le Dzongu (chute du secteur primaire marchand), la population locale a pris conscience de l'opportunité du tourisme comme élément moteur de l'économie locale.

- L'état indien a un programme de « grands barrages hydroélectriques» qui inclut le Dzongu et la population, soucieuse de son environnement souhaite valoriser son patrimoine pour infléchir le projet de construction.

Dans la logique participative de sa démarche et face aux attentes de soutien extérieur, l'étude se devait d'approfondir le sujet.

* 1 € = 42 RS

Un travail de diagnostic a donc été mené selon trois axes :

- Une analyse du tourisme au Sikkim
- Une identification potentiel touristique
- Une approche de la dynamique locale

Sur le premier point, l'équipe d'étude a collecté des informations générales sur le tourisme au Sikkim, afin de mieux cerner le contexte (voir annexe). Il en ressort que l'état du Sikkim constitue un haut lieu touristique en Inde du Nord. La présence du 3ème sommet du monde le Katchon Dzonga permet un tourisme de montagne. Les richesses naturelles et culturelles du Sikkim en font un lieu privilégié de tourisme pour les indiens des plaines et le tourisme étranger (20% sur 150 000 visiteurs par an).

Sur le deuxième point, le Dzongu se révèle être un territoire dont la qualité du patrimoine est relativement supérieure au reste du Sikkim, à plus d'un titre :

- Le Dzongu est une région marquée par l'identité Lepcha (premiers habitants du Sikkim). Enclavée et peu soutenue par les autorités de l'état, le Dzongu a conservé une culture traditionnelle [cf annexe 4.2] fortement ancrée, même si elle est menacée par l'exode rural et recèle donc une véritable authenticité.

- En terme d'attractivité matérielle, le Dzongu est limitrophe de la réserve de biosphère [voir carte§ VI].

Il renferme donc une biodiversité végétale et animale endémique, qui peut constituer une opportunité touristique pour peu qu'elle soit préservée.

Sur le 3ème point, jusqu'à aujourd'hui, faute d'infrastructures adéquates pour accueillir les touristes, le Gouvernement du Sikkim n'autorise pas les touristes étrangers à visiter cette région, alors que le potentiel semble très attractif. Face à cette interdiction, les populations locales font maintenant valoir l'isolement accru de la zone et son impact négatif sur le développement socio-économique : "la préservation de la nature ne doit pas se faire aux dépends des gens qui vivent sur le territoire". Au cours de l'étude, un groupe de travail (Working Group) s'est constitué et plusieurs personnes sont allées au devant des autorités locales et de l'état pour promouvoir l'idée du tourisme au Dzongu.

La réflexion locale initiée dans le cadre de l'étude a permis de faire émerger une aspiration commune pour l'ouverture de la zone au tourisme.

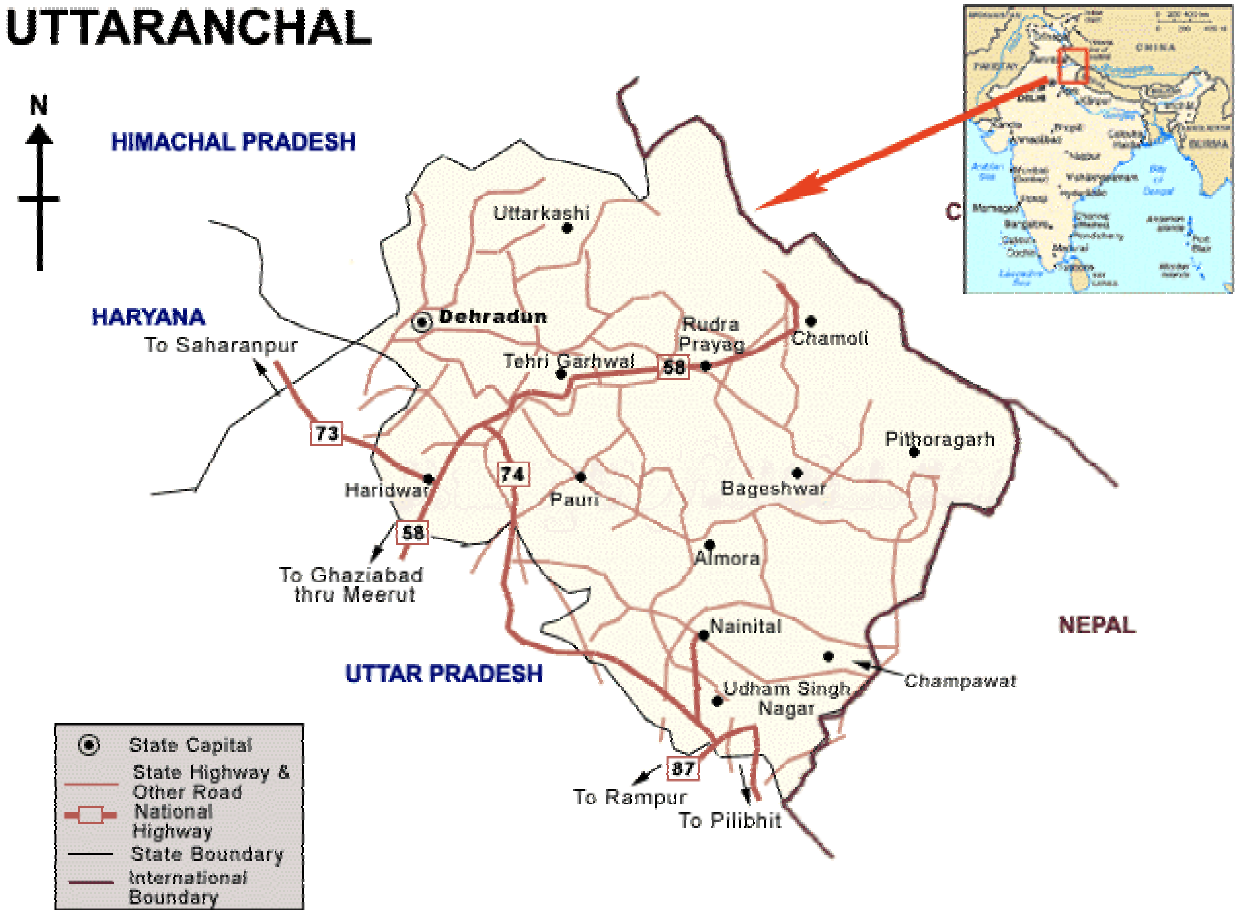
IV-6 Conclusion du travail de diagnostic

A travers l'analyse de la situation sur la zone d'étude au Sikkim, il ressort clairement qu'aujourd'hui les enjeux d'e son développement économique se situe à l'échelle territoriale autour d'un projet qui puisse sortir les populations de leur logique de survie. L'ouverture au tourisme, au sortir du travail de concertation et de diagnostic semble porteur pour plusieurs raisons :

- Il émane d'une demande locale et recueille un consensus sur l'intérêt porté par les représentants villageois
- Le potentiel touristique est réel pour autant qu'il soit valorisé avec le souci de préservation
- L'activité touristique est transversale et concerne certaines activités agro-artisanales dans les débouchés qu'elle pourra procurer, à moyen terme.

Néanmoins, le pari d'un projet éco-touristique n'est gagné d'avance, compte tenu de l'inexpérience des populations locales dans ce secteur d'activités et de la difficulté de monter un projet à la fois séduisant sur le plan touristique et respectueux d'une démarche communautaire. C'est pourquoi GERES/ASVIN, convaincu à l'issu de cette étude préalable du bien fondé de cette initiative a choisi d'accompagner le processus de conception d'un projet touristique au Dzongu. (voir chap. VI).

V - SYNTHESE DES ETUDES SOCIO-ECONOMIQUES PAR ACTIVITES AU KUMAON



Comme pour le Sikkim, la synthèse ci-dessous en français renvoie sur des annexes complètes en anglais.

V-1 Production maraîchère [annexe 7.1]

La consommation de légumes au Kumaon est régulière tout au long de l'année mais en quantité limitée (8,6 kg / pers./ an en moyenne sur la zone). Si certains d'entre eux sont produits localement (radis, légumes feuilles) la plupart sont importés de la région d'Haldwani. La faible consommation relative peut s'expliquer par la disponibilité parfois limitée en quantités et le prix de vent des produits plutôt élevé au regard du pouvoir d'achat des ménages (49% des dépenses ménagères concernent l'alimentation).

Face au déséquilibre entre la part locale et la part importée, la question a été posée de la faisabilité locale de production. Jusqu'à maintenant la production locale marchande est très faible car le plus souvent il s'agit d'une activité familiale destinée à l'auto-consommation. Pourtant, quelques cas isolés d'agriculteurs "novateurs" équipés de serres agricoles semblent démontrer la faisabilité technico-économique par la croissance de leurs activités.

En effet, les aspects techniques ne présentant pas de contraintes particulières, qu'il s'agisse de l'irrigation, du compostage, des semences. Concernant l'utilisation d'une serre, par manque de connaissances et d'expériences, son usage est limité alors que son intérêt est réel :

- Hiver, pour améliorer la productivité maraîchère en climat froid,
- En été, pour protéger les cultures de la mousson,

- En inter saison, pour des légumes comme la tomate, avec une qualité "primeur".

Si la pertinence technico-économique de l'activité avec l'utilisation de serre agricole semble réel, il n'en reste pas moins que les conditions d'une diffusion ne sont pas assurées sans un support local fort :
La capacité d'investissement en temps et en argent des producteurs est limitée,
Le caractère innovant de l'outil nécessite une introduction progressive et une approche globale : formation construction / utilisation, système de financement, accompagnement : services qui ne sont pas opérationnels aujourd'hui.

AVANI a mis en œuvre à titre démonstratif 4 serres de production maraîchère dans 2 villages ; l' intérêt montré par les populations a conduit AVANI a formulé un dossier de projet sur les bases suivantes :

-Coopération avec des groupes existants de femmes dans 10 villages qui choisissent les premières familles (50) concernées par le projet

-Mise en place d'un outil de petits crédits (durée 2-3 ans) par AVANI pour faciliter l'acquisition des matériaux pour les serres, les fosses à compost et les réservoirs d'eau nécessaires à la production sous serre. Les modalités de mise en œuvre du crédit restent à élaborer.

-Formation a la culture sous serres et monitoring par AVANI

V-2 Conservation post récolte [annexe 7.2]

La problématique post-récolte concerne essentiellement la conservation des grains : les chiffres obtenus en matière de perte au stockage dépassent 25% de la production, qui dans cette zone, est destinée uniquement à l'auto-consommation. Dés lors, l'amélioration des conditions de stockage n'est pas à considérer comme une activité agro-économique (hors mis pour la fabrication des systèmes de stockage amélioré) mais dans la mesure où l'objectif atteint permettrait d'éliminer les dépenses nécessaires pour couvrir la ration alimentaire, c'est un enjeu valable.

Malheureusement, la politique nationale qui prévaut en matière de sécurité alimentaire joue avant tout sur l'écoulement depuis les zones excédentaires comme le Penjab de stocks via un système public de distribution qui a l'avantage de répondre à la demande des zones déficitaires comme le Kumaon mais ne favorise pas la valorisation des productions locales.

V-3 Produits agro-forestiers non ligneux, plantes aromatiques [annexe 7.3]

Les deux principaux produits au Kumaon qui font déjà l'objet de recherche / développement en matière de culture sont : la camomille et la rose.

La demande est forte de la part de l'industrie de la parfumerie implantée à Kannaiy, Bangalore, Mumbaï ou Calcutta.

La faisabilité technique de production dans les collines de l'Uttar Pradesh a été validée par des intérêts scientifiques comme l'Institut Central des Plantes Aromatiques et Médicinales avec un rendement meilleur qu'en plaines.

Concernant la faisabilité économique, il semble que dans le cas de la camomille la valeur ajoutée/ ha de l'activité "fleur séchée" ou en huile soit positive entre 300 et 1 800 €, bien que plus intéressante pour la seconde transformation.

Dans le cas de la rose, l'huile essentielle qui se négocie à 4 000 €/ kg donne une valeur ajoutée de 1 300 € / ha / an.

L'ensemble de ces données favorables à l'activité de production doit être confronté à l'environnement socio-économique de la zone. Si la culture peut se faire à l'échelle domestique comme à l'échelle industrielle, il reste néanmoins une contrainte au développement, c'est la capacité d'investissement dans l'activité tant financière qu'entreprenariale, qui dans les 2 cas est relativement faible dans la zone du fait des conditions de vie difficile et d'une culture traditionnelle de subsistance.

V-4 Transformation de la laine [annexe 7.4]

Les ressources en laine et en poils proviennent des moutons, de chèvres et des lapins et sont estimées à 400 T/an.
Une proportion importante (entre 15 et 25 %) de la population rurale, pratique de manière plus ou moins intensive, une activité de transformation a des degrés divers d'élaboration (production de fil, de produits finis).

AVANI, ONG implantée au Kumaon, intervient déjà dans 2 districts en accompagnement de 150 familles pour l'amélioration de la qualité des produits transformés.

Le développement d'équipements (charka amélioré,…), la formation et la mutualisation des moyens pour la promotion ont permis en 2001, de vendre en Inde pour 7 000 € de produits ; ce qui est considéré comme encourageant pour une première année.

L'étude a permis de développer un dispositif organisationnel pour amplifier les actions déjà réalisées par AVANI pour atteindre plus de familles (1000 familles envisagées).

Les producteurs seraient représentés au sein d'organisations villageoises, interlocuteur d'AVANI qui ferait le lien entre les attentes du marché et les producteurs.
Des programmes d'amélioration de la qualité, de développement technologique (p.e. le filage qui est l'une des opérations manuelles les plus longue peut être aisément amélioré avec une mécanisation simple) et de formation ainsi qu'un centre de référence et de formation sont prévus. Une des difficultés dans cette zone, demeure la non disponibilité de mécanismes locaux de financement de petits investissements productifs.
Toutefois des contacts pris a New Delhi laisse entrevoir la mise en place de micro crédit qui pourraient être gérés par AVANI.

V-5 Valorisation des sous produits forestiers : la filière briquettes combustibles

Les plantations massives de pins dans les contreforts himalayens posent plusieurs problèmes : espèces très inflammables, appauvrissement des sols en particulier. Par ailleurs, la consommation de bois en usages énergétiques (cuisson, chauffage) contribue à des prélèvements importants.

Les expériences menées ailleurs à échelle très réduite en Inde et au Népal, de production / commercialisation de briquettes d'aiguilles de pin peuvent-elles être envisagées au Kumaon ?

Les acteurs de la collecte de la matière première, de la production et de la commercialisation de briquettes seraient les « sans-terre » pour qui cette activité constituerait un revenu.

Toutefois l'acceptabilité de ce produit par les usagers reste à faire même si la faisabilité économique semble possible ; seule une phase de micro-projet bâti pour une filière courte permettra d'envisager la probabilité du concept nouveau au Kumaon.

V-6 Conclusion du travail de diagnostic

Parmi les 5 activités étudiées, deux (production maraîchère et transformation de la laine) devraient connaître des développements concrets avec en particulier :

-pour la production maraîchère la mise en œuvre d'un micro projet de diffusion d'outils et de savoirs faire pour lesquels des soutiens financiers sont en cours de mobilisation.

-pour la transformation de la laine ; cet axe devrait être renforcé à partir des collaborations existantes :

- Amélioration de la qualité des produits transformés avec des croisements d'expériences, de pratiques avec les acteurs au Ladakh.
- Renforcement de AVANI dans son rôle d'intermédiation commerciale, en intégrant les productions du Ladakh.

Concernant les trois autres thèmes étudiés, on peut retenir que la conservation post récolte des grains est difficilement envisageable malgré les taux élevés de pertes et une situation déficitaire au Kumaon et ce en raison de la politique de stockage au niveau de l' état fédéral. S'agissant de la valorisation des produits agroforestiers non ligneux et des sous produits forestiers, malgré des potentialités importantes, la mise en place d'actions de terrains se heurte à plusieurs freins : absence de mécanismes adéquats de financement, faisabilité économique à mener, acceptabilité des produits…
En d'autres termes les pratiques liées au développement d'activités nouvelles génératrices de revenus sont encore limitées et les 2 thèmes qui devraient émerger dans un premier temps permettront de développer les approches et de constituer les compétences en matière de micro économie dans cette région.

VI - FORMALISATION D'UN PROJET D'OUVERTURE AU TOURISME DANS LE DZONGU [SIKKIM]

Carte du Sikkim

Le tourisme est, a priori, une activité économique qui associe services marchands et produits de consommation, mais dans une logique de développement durable, sa mise en œuvre et son exploitation relèvent plus du développement local tant les moyens et les impacts se mesurent à l'échelle d'un territoire.

Pour travailler dans ce sens avec la population locale du Dzongu, il a fallu adopter une démarche qui vise à :

1. accompagner la constitution d'un groupe de travail,

2. appréhender la problématique dans sa globalité,
3. dimensionner la phase de définition du projet.

VI-1 La structuration d'un "Working Group" au Dzongu

L'intérêt d'une entité locale pour faire avance le projet est multiple :

- avoir un interlocuteur représentatif de la zone pour discuter,
- permettre aux populations locales d'identifier une structure porteuse,
- pouvoir engager des investigations an nom de la collectivité.

Conscient de cette nécessité, les populations du Dzongu ont organisé la création d'un"Working Group" qui, après une période informelle, a été officialisé [cf. annexe 8.1] début décembre.
Le Working Group a pu conduire :

- une réflexion élargie sur la vision du projet : propositions, attentes,
- des discussions avec les villageois et les autorités de l'état jusqu'au "chief secretary" du Sikkim.

Il ressort de cette dynamique, un véritable enthousiasme dans la perspective de ce projet, du en grande partie à l'adhésion des autorités, devant la mobilisation collective [cf. annexe 8.2].

VI-2 Synthèse des travaux préalables sur l'écotourisme et perspectives

Du document [annexe 6.5] relatif à l'état des lieux du tourisme au Sikkim, il faut retenir :

- la fréquentation touristique a augmenté de manière significative entre 1995 et 2000 pour atteindre environ 150 000 visiteurs / an dont 90% sont indiens,
- le North Sikkim est peu fréquenté du fait de l'interdiction d'entrée dans les zones limitrophes plus à la réserve de biosphère,
- le tourisme national est avant tout familial dans une logique de détente et aussi culturel mais l'approche nature se développe ; quant aux étrangers, il est tourné vers le trekking et la découverte,
- dans les zones ouvertes aux touristes, l'impact sur l'environnement n'est pas négligeable dans la mesure où l'activité touristique est relativement externalisée (agence de voyages bengali, par exemple) dans les régions reculées où l'éco système est fragile,
- la notion d'éco tourisme au Sikkim est encore embryonnaire, bien qu'il existe des structures comme ECOSS (Ecotourism & Conservation Society of Sikkim) mais la volonté est de plus en plus forte d'allier tourisme, respect de l'environnement et développement des communautés locales;

Du travail de réflexion locale [annexe 8.2] :

- une volonté manifeste de valoriser le patrimoine naturel et bâti de la zone (trekking et visite de monastère),
- une multiplicité des sites à visiter.

➢ Un projet de construction d'écolodges pour l'hébergement des touristes et de cafétéria pour la restauration.

A travers l'analyse de ces documents, il ressort :

- un potentiel significatif de la zone pour des activités touristiques en rapport avec les motivations des vacanciers,
- une vision du projet axé sur le trekking trop limitative pour être viable,
- un déséquilibre entre la taille du projet en terme d'infrastructure (+/- 20 € lodge ; +/- 15 € cafétéria) et la faisabilité éco-financière à moyen terme.

VI-3 Cadrage de la poursuite du projet

Afin d'amener le Working Group à adopter une démarche rationnelle dans la construction du projet, le Geres a élaboré plusieurs documents qui ont été discuté lors de la mission GERES de janvier 2002.

En premier lieu, un "concept paper", qui a pour objet de présenter les grands principes d'une approche "tourisme durable" [annexe 8.3] a été discuté avec le Working Group lors de la mission Geres en janvier 2002. Les 2 points mis en avant qui ont été apprécié du Working Group sont :

- un processus de décision à la fois local (représentativité du Working Group) et à l'échelle de l'état (réglementation,…)
- l'intégration dans le projet d'un appui à des activités économiques indépendamment du tourisme sur le territoire pour limiter le déséquilibre lié à l'arrivée du tourisme.

A ce stade, Geres / ASVIN avec le Working Group, ont travaillé sur le cadrage du travail à mener sur la première année de lancement d'un projet de tourisme (appelé éco tourisme).

Il en est ressorti une proposition écrite autour de 4 composantes [annexe 8.4] :

- processus de décision,
- stratégie éco touristique et planification,
- appui aux activités agro économiques, notamment culture de plantes médicinales et production de bâtons d'encens
- composante énergétique.

Cette proposition traduit la volonté des partenaires d'inscrire cette action dans une logique de développement économique local. Elle a été entérinée lors d'un atelier, début février, qui a regroupé le Working Group, des représentants villageois et les autorités locales.

Par la suite, dans la logique de concertation avec les autorités de l'état, la proposition a été présentée au chief secretary et ce dernier s'est engagé à proposer les moyens de co-financer le programme de l'année 2002.

VI-4 Montage du projet et recherche de financement [annexe 8.5]

Pour poursuivre cette dynamique, il a fallu rechercher et mobiliser les structures partenaires afin d'établir le dispositif d'intervention et les moyens qui vont avec.

- Le GERES s'est engagé à mobiliser 3 personnes :
  - une personne volontaire sur le terrain pour accompagner le Working Group dans la démarche de structuration du projet,
  - un ingénieur en base arrière et mission courte pour superviser le travail,
  - un ingénieur en appui technique pour la conception écologique des infrastructures.

- ECOSS (ONG du Sikkim), dans un rôle de lobbying; pour la promotion de l'éco tourisme à l'échelle du Sikkim avec :
  2 jours / mois d'appui expertise.

- PRAGYA, une ONG indienne qui travaille déjà au Sikkim sur les questions de conservation des ressources naturelles et notamment en rapport avec les plantes médicinales au Dzongu et qui travaille dans l'Arunchal sur l'appui au tourisme rural avec :
  - un expert en tourisme de montagne pendant les 6 premiers mois,
  - un architecte pour la conception d'infrastructures,
  - un expert en plantes médicinales.

Sur la base de ce dispositif tripartite[1], un budget de l'action sur les douze premiers mois a été élaboré [annexe VIII.5]. Il s'élève à environ 110 000 €.

Des contacts ont été alors établis avec SIDICO, une société d'appui financier aux projets d'investissement, partenaire de l'état sikkimais.

La négociation a abouti à un consensus où la SIDICO s'engage à apporter autant que les fonds venant de l'extérieur.

Le GERES a proposé de mobiliser environ 47 000 € de contribution sur des fonds européens. La SIDICO apporte donc l'équivalent soit un total de 94 000 €. A cela s'ajoute la contribution de PRAGYA de 5 000 €.
L'opération est donc financée à 90%.

VII - LES PARTENAIRES DE L'ETUDE

Les partenaires avec qui ont été menées les études sont associés à un programme d'accès à des services électriques décentralisés depuis 1998 au Sikkim et au Kumaon. A cette époque SWRC était présent dans les 2 régions. AVANI est une ONG créée en 2001 avec les personnes ressources de SWRC au Kumaon pour en plus de la coopération avec SWRC pouvoir mener des programmes indépendants.

Qu'est ce qui justifie le choix de SWRC ?
C'est SWRC avec ASVIN (ONG française à l'initiative du programme d'électrification) qui à soulevé l'intérêt de développer des activités génératrices de revenus pour consolider l'accès à l' électricité des ménages. Outre qu'il y a peu d'ONG dans ces régions il nous a semblé normal que SWRC soit le partenaire associé à la réalisation des études de par sa bonne connaissance de la société locale.

Pourquoi SWRC n'est pas associé au programme d'ecotourisme ?
SWRC a une bonne capacité de mise en œuvre de projets de terrain ; toutefois sa capacité à animer un processus complexe de mobilisation des ressources humaines, de définition d'un plan d'action à moyen terme est limitée car SWRC,dans ses choix de recrutement a privilégié des personnes de l' opérationnel.
De plus et là réside la raison première, il existe au Sikkim et dans les états voisins des ONG qui se mobilisent sur le thème de l' ecotourisme, qui ont déjà des expériences de terrain dans ce domaine ; c'est le cas en particulier d'ECOSS. Toutefois il est clair que SWRC sera associé au processus de mise en œuvre physique des réalisations (bâtiments, micro centrale hydroélectrique…) .

La coopération avec AVANI
Les études menées avec AVANI ont permis à celle ci de formaliser des projets pour développer un thème nouveau (le maraîchage) ou en renforcer un autre (valorisation de la laine) ; AVANI dans la continuité de son processus d'autonomisation vis à vis de SWRC est intéressée pour collaborer sur des actions précises avec GERES comme c'est le cas depuis quelques années : échanges sur le developpement d'outils pour le filage et l'éjarrage de la laine, appui commercial de la part d'AVANI pour les produits artisanaux du Ladakh soutenus par GERES et son partenaire local (LEHO).

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE I ***Requête F3E*** P.22

ANNEXE II.1 ***Note d'introduction*** P.22

ANNEXE II.2 ***Rapport de visite au Sikkim*** P.24

ANNEXE II.3 ***Rapport de visite au Kumaon*** P.27

ANNEXE III ***Fiche technique***

ANNEXE III.1 ***Culture sous serre*** P.30

ANNEXE III.2 ***Conservation post récolte*** P.32

ANNEXE III.3 ***Fabrication de briquettes*** P.33

ANNEXE III.4 ***Papier et encre*** P.35

ANNEXE III.5 ***Poulailler*** P.37

ANNEXE IV ***Rapport d'atelier***

ANNEXE IV.1 ***Au Kumaon*** P.42

ANNEXE IV.2 ***Au Sikkim*** P.57

ANNEXE V ***Cadrage du diagnostic***

ANNEXE V.1 ***Au Kumaon*** P.62

ANNEXE V.2 Au Sikkim P.73

ANNEXE VI ***Résultats post diagnostic***

ANNEXE VI.1 ***Culture sous serre*** P.79

ANNEXE VI.2 ***Poulailler*** P.82

ANNEXE VI.3 ***Plantes médicinales et bâton d'encens*** P.85

ANNEXE VI.4 ***Papier et encre*** P.96

ANNEXE VI.5 ***Eco-tourisme*** P.101

ANNEXE VII Résultats post diagnostic au Kumaon

ANNEXE VII.1 ***Production maraîchaire*** P.126

ANNEXE VII.2 ***Conservation post récolte*** P.132

ANNEXE VII.3 ***Plantes arômatiques*** P.134

ANNEXE VII.4 ***Transformation de la laine*** P.141

ANNEXE VII.5 ***Briquettes*** P.151

ANNEXE VIII ***Cadrage d'un projet d'ouverture au tourisme au Sikkim***

ANNEXE VIII.1 ***Création du « Working Group »*** P.159

ANNEXE VIII.2 ***Eléments de la dynamique locale*** P.160

ANNEXE VIII.3 ***Concept paper*** P.172

ANNEXE VIII.4 ***Préparation d'actions*** P.174

ANNEXE VIII.5 ***Document de projet*** P.178